

# **INVESTIR DANS LES RESSOURCES HUMAINES**

**Document de stratégie pour le programme thématique  
2007-2013**

## Table des matières

<b>1.</b>	<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>3.</b>	<b>ANALYSE DE LA SITUATION INTERNATIONALE, DU CADRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE, DES BESOINS ET AUTRES ACTIVITÉS DES DONATEURS.....</b>	<b>7</b>
<b>4.</b>	<b>OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE PASSÉ ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS.....</b>	<b>9</b>
<b>5.</b>	<b>STRATÉGIE DE RÉPONSE .....</b>	<b>11</b>
5.1.	LA SANTÉ POUR TOUS .....	12
5.2.	ÉDUCATION, CONNAISSANCE ET COMPÉTENCES.....	14
5.3.	ÉGALITÉ DES SEXES.....	15
5.4.	AUTRES ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL (EMPLOI, COHÉSION SOCIALE, ENFANCE, JEUNESSE ET CULTURE) .....	16
<b>6.</b>	<b>LE PROGRAMME INDICATIF PLURIANNUEL POUR 2007–2010 .....</b>	<b>18</b>
6.1.	LA SANTÉ POUR TOUS .....	19
6.2.	ÉDUCATION, CONNAISSANCE ET COMPÉTENCES.....	21
6.3.	ÉGALITÉ DES SEXES.....	22
6.4.	AUTRES ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL (EMPLOI ET COHÉSION SOCIALE, ENFANCE, JEUNESSE ET CULTURE) .....	22
<b>7.</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>23</b>

## Liste des abréviations

<b>APD</b>	Aide publique au développement
<b>EFP</b>	Enseignement et formation professionnels
<b>GFATM</b>	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria
<b>IEVP</b>	Instrument européen de voisinage et de partenariat
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>OMD</b>	Objectif du Millénaire pour le développement
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>SRHR</b>	Santé et droits génésiques et sexuels
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

## ***1. RESUME***

Le programme thématique «Investir dans les ressources humaines» trouve sa base juridique dans l'article 12 du règlement (CE) n° 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement (ICD)<sup>1</sup>. Il adopte une approche générale vis-à-vis du développement, de la réduction de la pauvreté et de la cohésion sociale, et couvre toute une gamme de questions transversales qui ne peuvent être abordées de manière efficace qu'au moyen d'une action simultanée, cohérente, coordonnée et néanmoins ciblée. C'est la raison pour laquelle le programme «Investir dans les ressources humaines» soutiendra des activités relevant de quatre piliers principaux couvrant toutes les priorités présentées à l'article 12 de l'ICD et mis en évidence dans le consensus et la communication sur le programme thématique pour le développement humain et social. Guidés par l'ambition d'aider les pays partenaires de la Communauté à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)<sup>2</sup>, les quatre piliers sont (1) la santé pour tous, (2) l'éducation, la connaissance et les compétences, (3) l'égalité des sexes et (4) d'autres aspects du développement humain et social (emploi et cohésion sociale, jeunesse et enfance, culture).

Au titre du pilier relatif à la santé, le programme thématique se concentrera sur la crise des ressources humaines dans le secteur de la santé, qui restreint sensiblement la capacité de nombreux pays partenaires de la CE à fournir des services suffisants, efficaces et équitables en matière de santé. Une attention particulière sera accordée à la lutte contre les principales maladies dues à la pauvreté - VIH/SIDA, paludisme et tuberculose -, qui compromettent gravement les efforts consentis en faveur du développement humain et social en général. La CE allouera une part importante de tous les fonds thématiques à des programmes et initiatives destinés à améliorer l'accès à la prévention, aux traitements, aux soins et à l'assistance dans le monde. Cette contribution majeure sera encore renforcée par le rôle pivot d'orientation, de mobilisation des fonds et de suivi joué par la CE dans le cadre du Fonds mondial contre le SIDA, la tuberculose et la malaria (GFTAM). Parmi les autres priorités liées à la santé figurera également l'accent mis sur l'amélioration de l'accès aux biens publics et sur la lutte contre les maladies négligées ou émergentes. Étant donné l'approche intégrée et coordonnée de la CE vis-à-vis du VIH/SIDA ainsi que de la santé et des droits génésiques et sexuels des femmes, le programme soutiendra également des activités visant à stimuler la mise en œuvre du programme d'action du Caire.

Dans le domaine de l'éducation, de la connaissance et des compétences, la principale priorité concernera la promotion d'une instruction primaire de qualité pour tous par la stimulation de l'augmentation du nombre d'inscriptions et par l'encouragement de l'égalité d'accès à une instruction primaire de qualité pour les garçons, les filles et les enfants de groupes marginalisés. En outre, le programme thématique s'attellera à la création des conditions nécessaires à l'amélioration de l'accès à la formation professionnelle et au renforcement des compétences, de manière à contribuer à l'éradication de la pauvreté dans les pays partenaires de la CE.

---

<sup>1</sup> JO L 378 du 27.12.2006, p. 41. Règlement (CE) n° 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement.

<sup>2</sup> Plus spécifiquement, OMD 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8.

Le pilier de l'égalité des sexes, qui se concentre sur l'émancipation des femmes et sur l'amélioration du niveau d'alphabétisation des femmes adultes, viendra compléter les activités menées dans les trois autres domaines, où les questions et préoccupations relatives aux sexes devront faire partie de l'action thématique pertinente. Ce pilier s'attellera tout particulièrement à garantir que les défenseurs de l'égalité des sexes aient leur mot à dire dans l'élaboration des programmes de développement et soient progressivement impliqués dans le processus d'établissement du budget et le processus décisionnel, sur la base du principe de l'appropriation par tous - l'un des principes clés des nouvelles modalités d'aide.

Le quatrième et dernier pilier du programme thématique - autres aspects du développement humain et social (emploi et cohésion sociale, jeunesse et enfance, culture) - couvrira les progrès en matière d'emploi, de travail décent et de cohésion sociale dans les pays partenaires de la CE et créera également une plateforme destinée à encourager les actions et initiatives en faveur de la jeunesse, des droits de l'enfant et de la prévention de toute forme de travail, de traite et d'exploitation des enfants et de violence à leur égard. Ce domaine englobera également le soutien en faveur d'activités de protection et de promotion de la diversité culturelle.

Conformément à l'article 11 de l'ICD, le programme thématique soutiendra les activités qui complètent la coopération géographique soutenue par la CE. Plus spécifiquement, le programme mettra l'accent sur le renforcement des programmes nationaux et régionaux existants en soutenant les activités visant à générer des connaissances, à développer des politiques, à stimuler l'innovation et à renforcer les capacités, tout en offrant un financement au moyen d'initiatives mondiales d'action directe dans les pays dont les indicateurs OMD sont critiques, où une action thématique de ce genre pourrait produire des résultats positifs en faveur de la réalisation des OMD.

Le financement sera déboursé via les mécanismes les plus appropriés en fonction de chaque domaine d'action, y compris des contributions à des partenariats mondiaux, des accords directs, des appels d'offres et appels à propositions visant principalement l'aide au développement de mesures politiques innovantes, l'échange de bonnes pratiques et le renforcement des capacités, l'aide au développement et l'introduction de biens mondiaux et la mise en œuvre de programmes pilotes spécifiques. Le programme propose également de développer de nouvelles formes d'aide, qui pourraient être utilisées afin de mettre en commun des ressources destinées à une action sociale à grande échelle et de fournir des récompenses ou d'autres formes de reconnaissance communautaire. D'un point de vue géographique, le programme thématique couvre tous les pays en développement, accordant la priorité à ceux qui ont le plus besoin de l'aide de l'UE pour atteindre les OMD. Les pays concernés par la politique de voisinage doivent bénéficier d'un financement conforme à l'article 38 de la proposition de règlement portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement (ICD)<sup>3</sup>.

## **2. INTRODUCTION**

---

<sup>3</sup> Comme le souligne l'article 38 de l'ICD, un montant indicatif de 465 millions d'euros a été prévu pour tous les programmes thématiques afin de financer des activités bénéficiant aux pays concernés par l'IEVP.

L'orientation du programme thématique «Investir dans les ressources humaines» est définie par les objectifs politiques fixés à l'article 12 de l'ICD, qui sont également soulignés dans le consensus européen<sup>4</sup> et dans la communication sur le programme thématique pour le développement humain et social. Le programme consolide les règlements disparates adoptés précédemment, les lignes budgétaires et les autres actions communautaires dans le domaine du développement social et humain, dans le but de renforcer l'impact de l'action communautaire et l'aide aux pays partenaires de la CE en vue d'atteindre les OMD pertinents.

L'accent, les priorités et les orientations proposées pour la mise en œuvre du programme thématique ont été définis après consultation des départements de la CE, des offices nationaux et des délégations de la CE, des organisations internationales et de la société civile. Le programme «Investir dans les ressources humaines» a également pris en considération les activités financées par la CE dans le cadre de programmes antérieurs. Cette consultation étendue et cette réflexion approfondie sur les réussites et échecs du passé garantit que les domaines identifiés et l'action proposée sont conformes aux objectifs fixés dans l'ICD et apportent une valeur ajoutée. En outre, le processus de consultation garantit que l'action entreprise dans le cadre du programme «Investir dans les ressources humaines» ne chevauchera pas, mais complétera l'action mise en œuvre par d'autres donateurs internationaux.

Le programme «Investir dans les ressources humaines» est un instrument d'action complémentaire conçu pour sous-tendre les programmes nationaux et régionaux, lorsqu'ils existent, tout en servant de catalyseur au changement dans les pays où de tels programmes n'existent pas. Il peut également jouer un rôle dans les États les plus fragiles et les pays qui sortent d'un conflit en venant compléter les initiatives financées dans le cadre de l'assistance humanitaire. La valeur ajoutée du programme réside dans sa capacité à soutenir et à formater l'agenda politique d'initiatives mondiales qui bénéficient directement aux pays partenaires de la CE. Il fournit une plateforme mondiale d'identification et d'échange d'expériences, d'innovations et de meilleures pratiques entre des pays qui se trouvent face à des défis similaires au niveau social et du développement humain ainsi qu'avec des pays qui sont à des niveaux de développement différents afin de répondre à des besoins sévères en matière sociale et de développement humain dans les pays dont les indicateurs OMD sont les plus critiques. Afin d'exprimer tout son potentiel, le programme «Investir dans les ressources humaines» nécessitera de la créativité et une approche opportuniste quant à sa mise en œuvre, de même qu'une coopération étroite entre les divers départements et délégations de la CE.

Conformément à l'article 12 de l'ICD, le programme thématique couvrira quatre domaines prioritaires et mettra l'accent sur la santé, l'éducation, l'égalité des sexes et d'autres aspects du développement humain et social. En termes de mise en œuvre, il est reconnu que, de par nature, le programme thématique complète la coopération géographique et se concentre sur le renforcement de l'approche par pays en contribuant à des partenariats mondiaux ou régionaux, à des accords directs, à des appels d'offres et à des appels à propositions axés principalement sur l'assistance au développement d'actions politiques innovantes, à l'échange de bonnes pratiques et au renforcement des capacités, à l'aide au développement et à l'introduction de biens mondiaux, et sur la mise en œuvre de programmes pilotes spécifiques. L'action générale doit se fonder sur une synergie entre les interventions soutenues au titre du

---

<sup>4</sup> Voir notamment les paragraphes 11 et 12 des objectifs communs: la déclaration conjointe du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil, du Parlement européen et de la Commission sur la politique de développement de l'Union européenne intitulée: «Le Consensus européen sur le développement».

programme «Investir dans les ressources humaines», d'autres programmes thématiques et des programmes-cadres de recherche communautaire.

### **3. ANALYSE DE LA SITUATION INTERNATIONALE, DU CADRE POLITIQUE COMMUNAUTAIRE, DES BESOINS ET AUTRES ACTIVITES DES DONATEURS**

Les efforts consentis aujourd'hui par la communauté internationale pour éradiquer la pauvreté et pour stimuler une amélioration du niveau de développement humain et social ont généré des résultats positifs dans plusieurs parties du monde, mais n'ont cependant pas encore produit d'impact fort dans tous les pays en développement<sup>5</sup>. Tant que davantage de fonds ne seront pas disponibles et que les pays qui sont aujourd'hui les plus éloignés des OMD ne reçoivent pas une aide complémentaire significative, nombre des pays partenaires de la CE ne pourront pas réaliser tous les OMD d'ici 2015.

L'inégalité des progrès en matière d'amélioration du développement humain et social dans le monde est surtout criante dans le domaine des services sociaux de base. Les indicateurs relatifs à l'accès des populations aux services sanitaires et éducatifs - comme les indices de mortalité maternelle et infantile, les taux d'infection et de mortalité liés au VIH/SIDA, à la malaria et à la tuberculose, et les taux d'inscription à l'école primaire - démontrent que la situation est particulièrement préoccupante en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. L'Afrique subsaharienne, qui ne recense que 20% des jeunes enfants du monde, enregistre 50% des décès de jeunes enfants et près de la moitié des décès maternels dans le monde. En outre, ces deux régions sont les plus touchées par le VIH/SIDA, la malaria et la tuberculose. Bien que les raisons expliquant cette situation soient complexes, le principal problème découle de l'incapacité de ces pays à fournir des services sanitaires suffisants et équitables en raison de la crise qui sévit dans le domaine des ressources financières et humaines et du manque d'attention accordée aux mesures environnementales et préventives.

Contrairement au secteur de la santé, les développements survenus dans le domaine de l'éducation sont plus positifs. Les taux de scolarisation nets dans l'éducation primaire ont augmenté de 86% dans le monde en développement, ce pourcentage variant entre 95% en Amérique latine et dans les Caraïbes et 64% en Afrique subsaharienne où, dans de nombreux pays, moins de la moitié des enfants en âge de fréquenter l'école primaire sont encore scolarisés. Malheureusement, l'augmentation globale du nombre d'enfants scolarisés dans le cycle primaire n'est pas répartie de manière égale entre les populations urbaine et rurale et entre les garçons et les filles. Dans le monde, plus d'une fille sur cinq en âge d'école primaire n'est pas scolarisée, comparé à un garçon sur six environ. L'Océanie, l'Asie occidentale et l'Asie du Sud sont les régions où cet écart entre les sexes est le plus évident. Cette grande disparité entre les taux de scolarisation des garçons et des filles en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où vivent près de 80% des enfants non scolarisés du monde, est particulièrement préoccupante. Une autre cause d'inquiétude concerne la qualité de l'enseignement dispensé aux enfants scolarisés.

L'écart entre les garçons et les filles dans l'éducation primaire n'est que l'un des indicateurs des grandes inégalités qui persistent entre les sexes et du manque d'émancipation des femmes dans les pays en développement. Bien que les femmes représentent une part croissante de la

---

<sup>5</sup> Rapport 2006 sur les objectifs du Millénaire pour le développement, Nations unies, New York, 2006

main-d'œuvre mondiale - plus d'un tiers dans toutes les régions, sauf dans l'ouest et le sud de l'Asie et dans le nord de l'Afrique-, elles restent désavantagées lorsqu'il s'agit d'obtenir des emplois payés et de bénéficier de droits sociaux et légaux équitables dans nombre de sociétés. Les différences de salaires, la ségrégation professionnelle dans les secteurs informel et de subsistance et la nature souvent discriminatoire du cadre juridique freinent l'épanouissement économique des femmes. Si la participation politique des femmes et, partant, leur capacité à encourager un changement systémique ont augmenté de façon notable ces dix dernières années, des différences marquantes subsistent entre les régions. Des signes encourageants nous proviennent d'Amérique latine et des Caraïbes, où les femmes occupent désormais 20% des sièges au parlement, mais la représentation politique nationale des femmes reste très faible en Océanie, en Afrique du Nord et dans l'ouest de l'Asie.

Une mauvaise santé, le manque de possibilités de bénéficier d'une éducation primaire de qualité et l'inégalité entre les sexes sont autant de signes de pauvreté, laquelle continue à toucher un grand nombre de personnes dans les pays en développement, les chiffres les plus élevés étant enregistrés en Afrique subsaharienne et dans le sud de l'Asie. Dans la plupart des pays en développement, la majorité de la population occupe des emplois peu rémunérés et peu protégés dans l'économie sous-terrainne. Le sous-emploi et le nombre croissant d'actifs pauvres, surtout parmi les femmes et les jeunes, associés à la problématique persistante du travail des enfants, constituent les principaux défis auxquels sont confrontés les pays en développement. Près de la moitié des travailleurs dans le monde, dont la plupart des femmes, n'ont qu'une maigre, voire aucune couverture sociale, et sont incapables de gagner suffisamment pour sortir de la pauvreté<sup>6</sup>.

La persistance de la mauvaise santé et de l'éducation de piètre qualité, de l'inégalité entre les sexes et du manque de droits pour les femmes, les enfants et les personnes handicapées dans de nombreux pays en développement démontre que l'effort international en vue de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de développement humain et social, en atteignant les OMD, n'a pas été suffisamment large et ciblé. La sensibilisation croissante aux besoins des pays en développement qui sont à la traîne dans leurs efforts en vue de réaliser les OMD a donné lieu à un accroissement des flux financiers provenant de donateurs publics et privés et à l'émergence de nouvelles procédures de développement combinant l'aide budgétaire à des mécanismes innovants de mise en commun des ressources, lesquelles doivent être allouées rapidement, avec prévisibilité et efficacité.

La CE suit une voie similaire et s'engage fermement à mettre en œuvre le programme thématique «Investir dans les ressources humaines» en partenariat avec d'autres donateurs et organisations internationales au moyen de partenariats mondiaux, dans le but de susciter un impact régulier et universel sur le développement humain et social. L'approche de la CE vis-à-vis du développement dans ce domaine se fonde sur la poursuite des OMD - un élément fondamental du nouveau cadre politique de développement de la CE «Le consensus européen sur le développement» - et sur le respect strict des engagements contractés par la CE dans la déclaration du Millénaire et lors de la conférence internationale du Caire sur la population et le développement, du sommet mondial pour le développement social, de la plateforme de Pékin sur l'égalité des sexes et du sommet de l'ONU de septembre 2005.

---

<sup>6</sup> OIT: Tendances mondiales de l'emploi, résumé, janvier 2006, p. 11 (Tableau 4).



#### **4. OPERATIONS FINANCEES PAR LE PASSE ET ENSEIGNEMENTS TIRES**

Le programme «Investir dans les ressources humaines» s'appuie sur les connaissances acquises grâce aux précédentes actions financées par la CE en matière de développement humain et social. C'est dans le domaine de la santé que l'on a acquis l'expérience la plus solide, surtout en ce qui concerne la santé sexuelle et génésique, les maladies transmissibles et les programmes de recherche liés à la santé, ainsi que dans celui de l'égalité des sexes et de l'éducation, lesquels ont tous bénéficié d'une aide financière de la CE par le passé lorsque des évaluations internes et externes ont été menées<sup>7</sup>. Des enseignements concernant les autres domaines du développement social et humain ont été tirés principalement de la participation à des initiatives politiques mondiales et à des partenariats internationaux et de la mise en œuvre d'actions régionales, pilotes et préparatoires. Cette association d'expertise politique pertinente, d'expérience en matière de mise en œuvre et de sensibilisation aux besoins de financement a fourni un point de départ en vue de définir les priorités du programme thématique, de répartir le financement entre elles et d'identifier les modes de mise en œuvre privilégiés.

En termes de financement, l'expérience passée démontre la nécessité d'intensifier l'action thématique de la CE quant au développement humain et social. Le financement à partir du budget de la CE réservé à cet aspect du développement en 2003-2006 s'élevait à 449,4 millions d'euros, soit une moyenne annuelle de 113 millions d'euros. La quasi-totalité de ce financement - 97 % - a été allouée à des priorités sanitaires, qui ont bénéficié d'un montant moyen annuel de 108,8 millions d'euros, tandis que 3 millions d'euros par an ont été alloués à l'égalité des sexes entre 2004 et 2006, et 5 millions d'euros à l'éducation.

Dans le secteur de la santé, une attention particulière a été accordée aux trois principales maladies transmissibles (VIH/SIDA, malaria et tuberculose), qui sapent gravement les efforts de développement généraux. Ce domaine a bénéficié de près de 78% du financement total au titre de la ligne budgétaire destinée aux maladies liées à la pauvreté, lequel a été réparti via le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria (GFTAM), des appels à propositions et le partenariat des pays européens et en développement sur les essais cliniques (EDCTP), qui encourage les essais cliniques à grande échelle en vue de développer de nouveaux vaccins et médicaments contre le VIH/SIDA, la malaria et la tuberculose dans plusieurs pays subsahariens. Le reste des fonds de la CE a été consacré à l'amélioration de l'accès aux produits sanitaires et à la promotion de la santé et des droits génésiques et sexuels.

Étant donné la nécessité d'adopter une approche plus cohérente et plus large vis-à-vis du développement humain et social, l'expérience passée indique qu'en plus de maintenir l'accent sur la santé, le programme thématique doit également soutenir les actions entreprises dans d'autres domaines et susceptibles de contribuer à la réalisation des OMD. C'est la raison pour laquelle le programme thématique pour 2007-2013 propose une augmentation de près de 30% du financement annuel moyen par rapport à la période 2003-2006 ainsi qu'une hausse significative du niveau des ressources disponibles pour des interventions thématiques n'ayant pas trait à la santé. La stratégie thématique propose spécifiquement d'allouer 55% du total de

---

<sup>7</sup> Cf. en particulier deuxième rapport de synthèse sur le programme d'action communautaire «Accélération de la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose dans le cadre de la réduction de la pauvreté», COM (2004)726; Évaluation thématique des programmes axés sur le développement et les populations mis en œuvre dans le cadre de la coopération extérieure de la CE – 03/2004; Évaluation conjointe du soutien externe à l'éducation de base dans les pays en développement – 09/2003; Évaluation de l'intégration du genre dans la coopération au développement de la CE avec des pays tiers – 03/2003; Évaluation de la coopération de la CE avec les pays ACP/ALA/MED dans le domaine de la santé – 07/2002; Évaluation de l'aide de la CE au secteur de la santé dans les pays ACP – 05/2002.

1 060 milliards d'euros disponibles en 2007-2013 au titre de l'ICD au volet «la santé pour tous», 12 % au volet «éducation, connaissance et compétences», 5% au volet «égalité des sexes», 21% au volet «autres aspects du développement humain et social» et 7% aux imprévus et autres coûts administratifs (les fonds non dépensés doivent être redirigés vers les dépenses opérationnelles). Par rapport à 2003-2006, cette dotation représenterait une diminution de 23 % du financement annuel vis-à-vis de la santé, tandis que le financement en faveur de l'éducation serait multiplié par 15 et que l'enveloppe annuelle destinée à l'égalité des sexes triplerait. Pour la première fois, la CE commencerait également à mener une action thématique dans d'autres domaines du développement humain et social, tels que la cohésion sociale, l'emploi, l'enfance et la culture, avec un cinquième des dépenses annuelles au titre du programme «Investir dans les ressources humaines».<sup>8</sup>

Comme par le passé, la Commission proposera aux partenaires ACP que le FED continue à contribuer dans une même mesure au fonds au cours de la période 2007-2013, afin de garantir le partage nécessaire des ressources entre le budget et le FED.

En termes de mise en œuvre, l'expérience acquise au cours des années passées met en évidence la nécessité de renforcer la mise en œuvre du programme thématique en soutenant une action stratégique, des partenariats mondiaux et des initiatives qui bénéficient directement aux pays en développement, dans leurs efforts en vue d'atteindre les OMD. Ce soutien devrait être associé à des appels d'offres et des appels à propositions définis plus rigoureusement d'un point de vue thématique. Le vaste appel à propositions mondial privilégié en tant que mode de mise en œuvre au cours des années passées a souvent donné lieu à un grand nombre de projets indépendants éparpillés à travers le globe. Si ces programmes sont en mesure d'atteindre leurs objectifs spécifiques, ils sont souvent dépourvus de la capacité à partager l'expérience acquise et à encourager un changement politique systémique dans un pays donné.

Dans la mesure où la CE accorde désormais sa préférence à une aide au développement à long terme et prévisible au moyen du budget ou d'une aide sectorielle associée à un dialogue politique au niveau national et mondial, des actions ciblées par pays et des projets pilotes devraient être mis en œuvre principalement dans les pays aux indicateurs critiques, où une action thématique de ce genre peut générer des résultats efficaces en ce qui concerne la réalisation des OMD. Le programme propose dès lors de limiter l'usage des larges appels à propositions à l'échelle mondiale aux régions où ceux-ci peuvent constituer un instrument utile d'émancipation des groupes désavantagés et aux activités qui nécessitent l'action de représentants de la société civile. Dans ces cas, les projets doivent être complétés par des efforts visant à partager les bonnes pratiques et intégrés dans des stratégies nationales, le cas échéant. Les alliances et réseaux de la société civile jouent un rôle important à cet égard.

Outre les procédures de mise en œuvre utilisées les années précédentes, il serait utile d'explorer le potentiel de développement de nouveaux types d'aide, qui pourraient être utilisés pour mettre en commun des ressources destinées à une action sociale à large échelle et pour fournir des récompenses ou d'autres formes de reconnaissance communautaire.

---

<sup>8</sup> Pour la proposition détaillée, voir annexe 7.1: Proposition d'allocation de fonds au titre du programme thématique «Investir dans les ressources humaines» pour 2007-2013 (comparaison avec 2003-2006).

## 5. STRATEGIE DE REPONSE

La stratégie de réponse est guidée par l'objectif consistant à fournir une aide supplémentaire aux pays partenaires de la CE dans leurs efforts en vue d'atteindre les OMD relatifs au développement humain et social grâce au financement d'une action thématique apportant une valeur ajoutée aux mesures adoptées par les pouvoirs publics au niveau national, en plus de la coopération géographique. Étant donné les ressources limitées et les besoins importants des pays partenaires de la CE, le programme doit être suffisamment ciblé d'un point de vue thématique et géographique et au niveau des procédures utilisées et des types d'action soutenus. Il doit également garantir que les activités soutenues sont menées en synergie, dans la mesure du possible, avec d'autres programmes-cadres thématiques et de recherche de la CE, dans le but de développer au maximum l'impact de l'investissement communautaire.

D'un point de vue thématique, le programme couvrira quatre domaines principaux recensés, dans le cadre de consultations, comme étant ceux où les besoins des pays partenaires de la CE sont les plus importants et où une action thématique peut apporter une valeur ajoutée aux programmes nationaux et régionaux. Ces quatre domaines sont (1) la santé pour tous, (2) l'éducation, la connaissance et les compétences, (3) l'égalité des sexes et (4) d'autres aspects du développement humain et social (emploi et cohésion sociale, jeunesse et enfance, culture). Les interventions mises en œuvre dans ces quatre domaines doivent prendre en considération les questions transversales telles que l'égalité des sexes, les besoins des personnes handicapées et la protection de l'environnement.

D'un point de vue géographique, et conformément à l'article 12 de l'ICD, le programme couvrira tous les pays bénéficiaires de l'APD, mais la priorité sera accordée à ceux dont les indicateurs sont les plus bas dans les différents domaines du développement social et humain, car ce sont ces pays qui ont le plus besoin d'une assistance pour atteindre les OMD. Le niveau de développement humain et social et les progrès réalisés par les divers pays sur la voie de la réalisation des OMD sont évalués régulièrement par les Nations unies. En lieu et place d'une répartition géographique automatique des fonds, et conformément à l'article 11 de l'ICD, le programme propose dès lors d'utiliser ces évaluations afin de déterminer l'action à entreprendre sur une base annuelle. Cela garantira que l'assistance de la CE cible en permanence les plus nécessiteux.

Le programme sera essentiellement mis en œuvre au moyen de partenariats mondiaux et d'une assistance ciblée, dans le cadre de laquelle la CE a la capacité de rassembler des ressources tout en contribuant activement à influencer sur le style d'action. Ceci comprendra une aide ciblée en faveur de partenariats publics/privés et d'initiatives mondiales, telles que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et l'initiative de financement accéléré pour l'éducation, ainsi qu'une coopération étroite avec les principaux partenaires internationaux, dont l'Organisation internationale du travail (OIT), les agences de l'ONU et autres. L'action mondiale sera en outre soutenue par des appels d'offres et des appels à propositions définis strictement d'un point de vue thématique.

Le programme «Investir dans les ressources humaines» poursuivra une approche double vis-à-vis de l'amélioration du développement humain et social dans les pays partenaires de la CE. D'une part, le programme se concentrera sur l'amélioration générale du cadre d'action et législatif pour le développement humain et social, avec une attention particulière pour la mise

en œuvre du programme, y compris la question du renforcement des capacités, et pour la sensibilisation. D'autre part, le programme permettra de soutenir des régimes nationaux pilotes et des actions directes dans les pays où les indicateurs sont les plus critiques s'agissant des différents domaines du développement humain et social. Ces actions nationales seront soutenues par des initiatives mondiales et par des programmes axés sur les pays.

Pour ce qui est des domaines d'activité spécifiques, le programme «Investir dans les ressources humaines» se concentrera principalement sur:

- l'identification, le développement, la collecte et le transfert de connaissances et de meilleures pratiques entre les régions, associés au développement de l'action publique et à la sensibilisation;
- l'amélioration de la coopération technique et scientifique entre les pays et les organisations régionales, dans le but de promouvoir la participation des pays partenaires de la CE à des conventions, des initiatives et des processus internationaux et de progresser en termes de respect et de mise en œuvre des engagements internationaux pertinents;
- le soutien à des actions et programmes de développement dans des situations et des régions où les indicateurs OMD restent critiques, où les secteurs sociaux ne sont pas couverts par les programmes du pays partenaire et où la coopération est interrompue;
- le soutien en faveur de programmes concernant les «biens publics» et d'autres programmes critiques qui ont un impact direct sur la capacité des pays partenaires de la CE à atteindre les OMD.

### **5.1. La santé pour tous**

La santé est indispensable au bien-être, à l'apprentissage, au travail et à l'activité sociale ainsi qu'à l'égalité des sexes et à toute croissance et tout développement de la société. Les systèmes sanitaires dans les différents pays et un accès équitable aux services de base constituent des préoccupations centrales. C'est particulièrement vrai dans les pays les plus pauvres, qui souffrent le plus des défis sanitaires liés au développement, tels que de mauvaises infrastructures de santé et un environnement dans un état peu satisfaisant, qui contribuent tous à réduire l'espérance de vie. Une étude des expériences révèle qu'il importe de concentrer l'action sur les résultats pour la santé, qu'ils aient été générés par le secteur de la santé ou par un autre secteur, ainsi que de viser à renforcer la cohérence entre le développement et la recherche. L'augmentation de l'efficacité de l'aide et l'amélioration de la politique et des systèmes et services de santé sont autant de moyens pour y parvenir. De même, le rôle des accords internationaux et des partenariats public/privé, comme le Règlement sanitaire international, la Convention-cadre pour la lutte anti-tabac et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria, sont de plus en plus nécessaires pour relever les défis dans le domaine de la santé.

L'article 12, paragraphe 2, point a), de l'ICD identifie quatre questions sanitaires clés qui doivent être abordées au moyen d'une action extérieure. Premièrement, il est nécessaire de remédier à la **crise des ressources humaines dans le secteur de la santé** - une question qui est liée à la nécessité de mieux gérer la migration des travailleurs de la santé et de renforcer la capacité de nombreux pays en développement à former, à soutenir et à garder un nombre

suffisant de médecins et d'infirmières ainsi que d'autres travailleurs importants du secteur de la santé. Le manque de professionnels de la santé est devenu un obstacle significatif au progrès en vue de la réalisation des OMD, qui ralentit les efforts visant à réduire la mortalité chez les mères, les nourrissons et les enfants et à lutter contre les principales maladies liées à la pauvreté, comme le VIH/SIDA, la tuberculose et la malaria.

Deuxièmement, la gestion de la crise des ressources humaines va de pair avec la nécessité de renforcer le rôle de l'Europe dans la lutte contre les **principales maladies dues à la pauvreté**, comme le VIH/SIDA, la malaria et la tuberculose, l'objectif étant d'aider les pays en développement à bénéficier d'un accès à la prévention, au traitement, aux soins et à une assistance pour tous d'ici 2010. Le VIH/SIDA, la malaria et la tuberculose, combinés à des menaces émergentes et nouvelles pour la santé, continuent de compromettre les efforts de développement généraux consentis par la communauté internationale. Ces dernières années, l'Union européenne a joué un rôle de premier plan dans la lutte contre ces trois maladies. La CE et les États membres de l'UE ont travaillé de concert pour concevoir un cadre politique détaillé, pour mobiliser le financement, pour soutenir des programmes et développer des moyens efficaces en vue d'aider les pays en développement dans leurs efforts visant à fournir des services de prévention, de traitement et de soin à leur population affectée par ces trois pandémies. Si le VIH/SIDA, la malaria et la tuberculose demeureront au cœur de ce segment du programme thématique, l'importance croissante des **maladies négligées et des menaces sanitaires émergentes** (comme la grippe aviaire et la pandémie de grippe), dont l'impact potentiel sur la santé de la population des pays en développement est significatif, justifie également l'octroi d'un financement aux actions dans ce secteur, ainsi que l'utilisation de tous les instruments pertinents de l'OMC, comme le Règlement sanitaire international. En association étroite avec des activités soutenues au titre du 7<sup>e</sup> programme-cadre de recherche, ces fonds thématiques devraient servir à accélérer et à améliorer la disponibilité et l'accès à des «biens publics», notamment des produits pharmaceutiques efficaces et sûrs à un prix raisonnable, et à stimuler le développement de stratégies innovantes afin de lutter contre ces maladies et d'améliorer la capacité des institutions et des communautés à prendre part à ce processus. L'aide octroyée en faveur des mesures environnementales innovantes (comme celles visant à lutter contre la pollution de l'eau et la pollution atmosphérique intérieure) dans le cadre de la prévention des maladies peut également être intégrée dans cette partie du programme.

Troisièmement, sur la base de l'agenda du Caire, la Communauté continue à être l'une des forces motrices dans le domaine de la **santé et des droits génésiques et sexuels** (SRHR) - qui est directement lié aux deux autres domaines identifiés. Une action thématique s'impose pour aider les pays faisant état des plus mauvais indicateurs en matière de santé génésique et sexuelle (p.ex. taux de mortalité maternelle les plus élevés, taux élevés de grossesses non désirées chez les adolescentes, nombre élevé de cas de VIH/SIDA et d'autres maladies sexuellement transmissibles) et de la pire situation en matière de droits génésiques et sexuels pour les femmes, les hommes et les adolescents dans chaque partie du monde, notamment là où les gouvernements ont été incapables ou réticents à prendre des mesures efficaces de leur plein gré. Les expériences variées des pays des différentes régions peuvent être échangées afin que les enseignements tirés puissent être reproduits et/ou multipliés. Les mesures visant la santé et les droits génésiques et sexuels et l'égalité des sexes pourraient se renforcer mutuellement. Des données fiables produites régulièrement constituent une condition préalable à une action fondée sur les faits et à une gestion et une assistance fondées sur les résultats.

Enfin, l'ICD fait référence à une approche équilibrée entre prévention, traitement et soin. Cette politique s'applique à toutes les maladies - émergentes, transmissibles et non transmissibles. Le fardeau des maladies non transmissibles devient de plus en plus pesant dans les pays en développement, et il est prévu que les maladies liées au tabagisme augmentent de manière sensible dans les prochaines années<sup>9</sup>.

## 5.2. *Éducation, connaissance et compétences*

Comme le souligne l'article 12, paragraphe 2, point b), la Communauté contribue à améliorer l'accès de tous les enfants et, de plus en plus, des hommes et femmes de tous âges à l'éducation, dans l'objectif d'accroître les connaissances, les compétences et l'aptitude à l'emploi, en contribuant à une citoyenneté active et à la promotion de l'épanouissement individuel tout au long de la vie. Une attention particulière est accordée à la promotion d'une éducation primaire universelle, obligatoire, libre et de qualité, associée au soutien en faveur des échanges dans l'enseignement supérieur dans le cadre de programmes bilatéraux ou multilatéraux. En plus de garantir une éducation primaire universelle et d'améliorer les opportunités dans l'enseignement secondaire, les pays en développement, de concert avec le monde des affaires et les donateurs, doivent se pencher de plus près sur le développement d'un cadre solide pour l'enseignement et la formation professionnels (EFP).

Le premier OMD relatif à l'éducation - l'égalité des sexes dans l'enseignement scolaire d'ici 2005 - n'a pas été atteint, et des difficultés subsistent quant à la scolarisation des filles. Les filles et les enfants issus de groupes marginalisés constituent les 100 millions d'enfants non scolarisés. Les raisons de ce phénomène sont diverses, mais des similitudes existent entre les différents pays du monde. Le programme thématique devrait dès lors aborder ce domaine et compléter l'action nationale actuelle tout en offrant un financement au moyen d'initiatives mondiales d'action directe dans les pays dont les indicateurs sont les plus critiques, où une action thématique de ce genre est susceptible de produire des résultats positifs quant à l'amélioration des taux d'inscription. Il convient d'encourager, dans la mesure du possible, l'utilisation des technologies d'information et de communication à des fins de diffusion des connaissances, d'apprentissage efficace et de renforcement des services éducatifs. De même, le programme peut englober des interventions existant sur l'hygiène dans les écoles et la formation préventive à l'hygiène du milieu, conformément à l'OMD relatif à la durabilité environnementale et à l'initiative communautaire sur l'eau.

L'importance accordée à la promotion de **l'égalité d'accès à une éducation primaire de qualité pour les enfants marginalisés** devrait être soutenue par une action thématique destinée à **améliorer les possibilités d'enseignement et de formation professionnels (EFP)**. L'EFP forme une part importante du système éducatif général et contribue grandement à améliorer l'accès des personnes à l'emploi. En tant que tel, il constitue un facteur significatif de réduction de la pauvreté. Il offre à un grand nombre de personnes d'âges différents la possibilité d'acquérir des compétences techniques et d'améliorer leur aptitude à l'emploi. Afin de développer un cadre solide visant à offrir un système d'EFP connecté au reste du système éducatif, un partenariat étroit s'impose entre les représentants du secteur privé, le gouvernement et les institutions éducatives. Avec la mondialisation actuelle de la production

---

<sup>9</sup> Mathers et Loncar. «Projections of Global Mortality and Burden of Disease from 2002 to 2030». PLoS Med 3(11); [http://medicine.plosjournals.org/archive/15491676/3/11/pdf/10.1371\\_journal.pmed.0030442-S.pdf](http://medicine.plosjournals.org/archive/15491676/3/11/pdf/10.1371_journal.pmed.0030442-S.pdf)

et des marchés, la communauté internationale a commencé à développer de tels partenariats afin d'identifier les meilleures approches en vue de renforcer l'EFP dans les pays en développement. La CE devrait jouer un rôle actif dans ce domaine.

### 5.3. *Égalité des sexes*

La promotion de **l'égalité des sexes et des droits de la femme**, telle qu'elle est établie à l'article 12, paragraphe 2, point c), de l'ICD, est non seulement cruciale en tant que telle - c'est un droit fondamental inscrit dans la Convention européenne des droits de l'homme et un enjeu essentiel de la justice sociale -, mais elle est également déterminante en vue de réaliser tous les OMD et de mettre en œuvre des engagements tels que ceux contractés lors de la plateforme d'action de Pékin, du programme d'action du Caire et de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes. Par conséquent, les questions et préoccupations relatives aux sexes, telles que l'accès des jeunes filles et des femmes aux connaissances et aux compétences, la santé sexuelle et génésique et les services et informations ayant trait au VIH/SIDA, la protection sociale et l'emploi, la protection de l'environnement, l'accès au processus décisionnel et la jouissance totale de droits socioéconomiques, doivent faire partie de toute action thématique pertinente. En outre, l'urgence de cette question exige que le programme thématique permette une aide spécifique séparée en faveur de la promotion des droits et de l'émancipation des femmes, avec une attention particulière pour l'amélioration de l'alphabétisation des femmes adultes.

Outre l'article 12, paragraphe 2, point c), de l'ICD, l'action globale dans ce domaine sera également guidée par la prochaine communication sur l'égalité des sexes dans la coopération au développement. Les préparatifs de ce cadre politique indiquent qu'une action thématique serait particulièrement efficace pour lutter contre les inégalités dans les pays où la vie des femmes est souvent déterminée par le droit coutumier, lequel est souvent utilisé pour justifier des pratiques discriminatoires. Le programme thématique peut stimuler le dialogue, favoriser les échanges d'expériences et aider à la formulation et à la défense des politiques dans les domaines clés qui abordent la question de l'inégalité des sexes. C'est particulièrement pertinent dans les cas où les partenaires gouvernementaux sont réticents à aborder la question ou lorsqu'il n'y a pas de cadres de coopération et dans les cas où aborder la question de l'inégalité des sexes peut avoir un impact majeur sur d'autres défis majeurs liés au développement.

La CE a pris part à un travail révolutionnaire afin d'aborder la question de savoir quelle sera l'efficacité des nouvelles procédures d'aide qu'elle défend pour les femmes et pour la promotion de l'égalité des sexes. La budgétisation de l'égalité des sexes, que la Communauté a encouragée activement ces dernières années, est un outil capital à cet égard. La conférence de l'OCDE, qui se tiendra au Ghana en 2008 afin de réviser la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, constituera un forum critique où le succès de l'aide budgétaire sera évalué. Une question consistera à déterminer si les nouvelles procédures d'aide ont favorisé des tendances positives en faveur de la budgétisation de l'égalité des sexes par les pays partenaires de la CE. La Commission continuera à soutenir la budgétisation de l'égalité de sexes. En outre, les efforts visant à réaliser une évaluation fondée sur les faits en guise de contribution à la conférence du Ghana seront encouragés.

#### **5.4. *Autres aspects du développement humain et social (emploi, cohésion sociale, enfance, jeunesse et culture)***

Les différents domaines d'action concernant le quatrième pilier sur les «autres aspects du développement humain et social» sont définis à l'article 12, paragraphe 2, point d), de l'ICD.

##### **5.4.1. *Promouvoir la cohésion sociale, l'emploi et le travail décent***<sup>10</sup>

En cette ère de mondialisation, d'ouverture des marchés, de concurrence économique et professionnelle, de chaînes de valeur intégrées et d'augmentation des inégalités entre divers pays et groupes sociaux et en leur sein même, l'approche économique et sociale de la Communauté et ses interactions avec les pays en développement revêtent un intérêt croissant. La lutte contre les inégalités, la promotion de la cohésion sociale et la promotion du programme en faveur du travail décent et de l'emploi forment un nouveau thème important de la politique communautaire en matière de relations extérieures, de commerce et de développement. La promotion d'une approche intégrée combinant la compétitivité économique et le développement social représente la manière la plus efficace de gommer les inégalités sociales et de réduire les asymétries régionales.

Les conditions de travail médiocres, les marchés de l'emploi inefficaces et le manque de compétences et de formation freinent sévèrement la croissance économique durable, la productivité et l'intégration dans l'économie mondiale et comportent un risque élevé de pauvreté. Dans de nombreux pays, les droits, la santé et la sécurité des travailleurs ne sont pas suffisamment protégés, les systèmes de sécurité sociale sont rares, inégaux et sous-financés, et les enfants travaillent au lieu d'aller à l'école. Les femmes sont sous-représentées dans le secteur officiel et bénéficient d'un salaire moindre et de moins de protection et d'avantages, comme les soins de santé.

En réponse et conformément à l'article 12, paragraphe 2, point d), alinéa ii), de l'ICD, le programme thématique peut apporter une valeur ajoutée aux programmes nationaux et aux activités d'autres donateurs en se concentrant sur le développement de méthodes de surveillance et d'évaluation des progrès sur le plan de l'emploi, du travail décent et de la cohésion sociale dans les pays partenaires de la CE, en identifiant les bonnes pratiques et en soutenant un dialogue politique mondial entre gouvernements, partenaires sociaux et autres parties prenantes actives dans ce secteur. Le suivi de la mise en œuvre de la communication sur le travail décent, qui aura lieu à la mi-2008, constituera un point de ralliement important et une opportunité pour l'UE de démontrer son engagement dans ce domaine. Nombre des activités devraient être mises en œuvre en partenariat avec l'OIT et/ou d'autres partenaires appropriés.

##### **5.4.2. *Protection de l'enfance et de la jeunesse et promotion de la participation des enfants et des jeunes au développement***

Investir dans les enfants et les jeunes, c'est investir dans l'avenir. La Convention relative aux droits de l'enfant est l'instrument le plus largement ratifié, et (presque) tout le monde

---

<sup>10</sup> Le travail décent constitue le point central des quatre objectifs stratégiques, à savoir la création et la disponibilité d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social. Le travail décent a pour objectif de promouvoir des possibilités, pour les hommes et les femmes, d'obtenir un travail décent et productif dans des conditions de liberté, de sécurité et de dignité humaine.



s'accorde sur le fait que la protection des droits des enfants doit être au centre de tout processus de développement. Néanmoins, les violations des droits des enfants, telles que le travail des enfants, restent monnaie courante dans certaines régions, tandis que des problèmes comme la traite des enfants ne sont toujours pas abordés comme il se doit dans d'autres.

Le nombre très important d'enfants et de jeunes dans les pays en développement pose des défis et crée des opportunités. Les enfants et les jeunes sont particulièrement vulnérables, et leurs droits et intérêts doivent faire l'objet d'une attention particulière, à commencer par leur participation et leur responsabilisation ainsi que la promotion et la protection de leurs droits, de leur santé et de leur subsistance. Des enfants et des jeunes en bonne santé et bien éduqués, jouissant de leurs droits fondamentaux, constituent une opportunité. Les adolescents et les jeunes sont un groupe-cible clé des activités de promotion de l'agenda du Caire. L'éducation, les connaissances et les compétences les arment pour participer au marché du travail et à la société en général. La protection des droits des enfants, associée à l'égalité des sexes, est dès lors une question qui doit être abordée dans le cadre de toute action thématique pertinente, mais qui doit être encore renforcée par des actions séparées ciblant plus particulièrement la prévention de toute forme de travail des enfants et d'autres formes d'abus, comme la traite des enfants et la violence à leur égard.

En réponse à ce besoin et conformément à l'article 12, paragraphe 2, point d), alinéa iii), de l'ICD, le programme thématique abordera quatre domaines: a) suivi mondial et défense politique de la protection et des droits des enfants, b) renforcement de la participation des enfants, c) aide aux programmes nationaux pilotes de réintégration des enfants affectés et d) promotion de politiques destinées à soutenir l'emploi productif et le travail décent pour les jeunes.

#### ***5.4.3. Accès à la culture locale; protection et promotion de la diversité culturelle***

Comme l'exprime l'article 12, paragraphe 2, point d), alinéa i), de l'ICD, le rôle de la culture dans la coopération au développement, en tant qu'instrument de développement humain et qu'élément dynamique essentiel à l'identification et à l'amour-propre, favorisant la cohésion sociale et la croissance, surtout en cette ère de mondialisation, sera considérablement renforcé. La mondialisation offre une opportunité, mais menace également la diversité culturelle, notamment pour les peuples indigènes, les minorités ethniques ou les populations marginalisées. Les développements actuels au niveau international, notamment l'adoption, en 2005, de la Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, et les demandes croissantes des pays partenaires dans ce domaine exigent une réponse de la part de la Communauté.

À cet égard, le programme thématique devrait soutenir les activités destinées à protéger et à promouvoir la diversité culturelle, surtout en tant qu'instrument de promotion du dialogue multiethnique et multiculturel. Des évaluations consciencieuses seront effectuées afin de garantir que les inégalités qui existent dans les pays où la vie des femmes est déterminée par le droit coutumier, souvent invoqué pour justifier des pratiques discriminatoires, ne soient pas perpétuées par la promotion d'expressions culturelles traditionnelles et que les défenseurs de l'égalité des sexes puissent se faire entendre par le biais de canaux culturels.

Le programme encouragera également l'accès à la culture pour tous, en renforçant la capacité culturelle locale (industries et activités culturelles, gouvernement et acteurs non étatiques), en promouvant les partenariats privé/public, en soutenant le dialogue interculturel à tous les niveaux, en favorisant la coopération Sud-Sud, en soutenant la sauvegarde des patrimoines

matériel et immatériel, en appuyant l'établissement de réseaux d'échange d'expertise et de bonnes pratiques et en soutenant la formation et la professionnalisation du secteur. Ce programme devrait être mis en œuvre en coopération étroite avec des délégations de la CE et avec les organisations internationales concernées.

## **6. LE PROGRAMME INDICATIF PLURIANNUEL POUR 2007–2010<sup>11</sup>**

La répartition des fonds sera guidée par l'importance générale que revêt chacun des quatre domaines pour la réalisation des OMD. Dans ce contexte, le programme thématique a pour priorité essentielle de répondre aux besoins des pays partenaires de la CE qui sont les plus éloignés des OMD dans le domaine des services sociaux de base - surtout la santé. Au moins 50% du budget total seront alloués au volet «la santé pour tous», au moins 12% au volet «éducation, connaissance et compétences», au moins 2% au volet «égalité des sexes» et au moins 14% au volet «autres aspects du développement humain et social». Trois millions d'euros par an devraient être réservés pour les mesures d'urgence à adopter en cas de circonstances imprévues, qui seront définies chaque année avant la préparation des programmes d'action annuels. Une somme de 42,4 millions d'euros provenant du budget général pour le programme devrait être prévue pour couvrir les dépenses administratives<sup>12</sup>.

L'objectif général du programme est d'aider les pays partenaires de la CE à améliorer leur niveau de développement humain et social en atteignant les OMD. La priorité est accordée aux pays dont les indicateurs de développement humain et social sont au niveau le plus critique, bien que, dans l'intérêt du transfert d'expertises et des approches innovantes, d'autres pays ayant réalisé des progrès notables dans un domaine donné du développement humain et social devraient également prendre part au programme le cas échéant. Le programme envisage le cas particulier des pays concernés par l'IEVP. L'article 38 de la proposition de règlement portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement (ICD) prévoit un montant indicatif total de 465 millions d'euros pour les programmes thématiques afin de financer des activités bénéficiant aux pays concernés par l'IEVP. En vertu de cet article, un financement de 63,495 millions d'euros est réservé aux pays concernés par l'IEVP dans ce programme thématique. Le programme doit être mis en œuvre sur la base d'une action ciblée, d'activités de gestion conjointes et d'appels d'offres, les appels à propositions étant réservés aux domaines qui nécessitent l'implication directe de représentants de la société civile.

Aider les pays partenaires de la CE à atteindre les OMD requiert une disponibilité de fonds suffisante. C'est pourquoi le programme doit chercher à mettre si possible des fonds en commun avec d'autres donateurs au niveau mondial, tout en garantissant que de telles ressources renforcent l'action nationale compatible avec les objectifs du programme thématique. En outre, le programme devrait également fournir une plateforme d'action nationale directe, surtout dans les domaines politiques où la participation de représentants de

---

<sup>11</sup> En vertu de l'article 20 de l'ICD, un programme indicatif pluriannuel n'est pas obligatoire, mais est inclus dans l'intérêt de la transparence et de la planification.

<sup>12</sup> Les frais de gestion et d'assistance seront couverts par la ligne budgétaire n° 21 01 04 01. Ce montant peut être utilisé pour couvrir le recours à du personnel supplémentaire au cours de toute cette période, estimé à 775 ETP (équivalents temps plein) pour les sept instruments d'assistance extérieure pertinents - Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), Instrument pour la stabilité (IpS), Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire (INSC), Instrument pour les pays industrialisés (IPI), Instrument de coopération au développement (ICD), Instrument d'aide de préadhésion (IAP) -, en plus du personnel en place en date du 01/04/2006. L'estimation des besoins en ressources humaines et administratives devrait être couverte par le budget alloué par la DG responsable au sein du cadre de la procédure d'allocation annuelle.

la société civile est nécessaire afin de stimuler la représentation nationale, le dialogue politique et la mise en œuvre des politiques.

Dans l'ensemble, le programme s'efforce de soutenir les activités générant des améliorations au niveau du développement humain et social, lesquelles sont mesurées par les progrès réalisés en vue de la réalisation des OMD. Les suggestions spécifiques et les résultats escomptés sont décrits pour chaque domaine thématique et énumérés plus en détail dans le résumé des objectifs, des actions, des résultats, des procédures de mise en œuvre et des dotations financières indicatives pour 2007–2010, joint en annexe<sup>13</sup>.

Le succès ou l'échec du programme en tant que tel devrait être mesuré sur la base des améliorations visibles générées ou pas dans les différents domaines du développement humain et social – par exemple, un accès plus large et plus équitable aux services de base, démontré par des taux de mortalité plus bas et un meilleur accès à la prévention et au traitement des principales maladies transmissibles, un niveau plus élevé d'égalité des sexes, qui se reflète dans les politiques nationales et dans les cadres législatifs, une meilleure prévention du travail des enfants, etc. Les progrès ou les reculs des différents pays et régions sont évalués annuellement par les Nations unies sur la base des indicateurs OMD<sup>14</sup>. Ces indicateurs devraient être pris en considération lors de l'évaluation générale du programme. Un résumé de l'impact attendu, y compris une liste d'indicateurs supplémentaires proposés, est joint au présent document<sup>15</sup>. Des indicateurs spécifiques pour les différents programmes devraient être définis dans des programmes d'action annuels.

### **6.1. La santé pour tous**

En vertu de l'article 12, paragraphe 2, point a), de l'ICD, la santé pour tous est un domaine clé du programme thématique, dans la mesure où la capacité des pays partenaires de la CE à fournir des soins de santé, à lutter contre les maladies transmissibles et à réduire les taux de mortalité est une condition préalable à la réalisation de progrès dans d'autres domaines du développement humain et social. C'est également l'un des secteurs où la CE a acquis le plus d'expérience par le passé et s'est bâti une forte crédibilité et un rôle de pionnier. C'est notamment le cas dans le domaine des principales maladies transmissibles (VIH/SIDA, malaria et tuberculose), où la coordination entre recherche et développement a été cruciale, et dans celui de la promotion de la santé et des droits génésiques et sexuels. Par conséquent, la dotation financière dans ce domaine s'élèvera au moins à 50% du budget total à la disposition du programme thématique. Une grande partie des fonds ciblera les efforts consentis par la CE afin d'aider ses pays partenaires à lutter contre le VIH/SIDA, la malaria et la tuberculose ainsi que la promotion de la santé et des droits sexuels et génésiques, les programmes abordant la crise des ressources humaines dans le secteur des soins de santé et les actions visant la défense, la prévention et le traitement des maladies négligées ou émergentes.

L'action au titre de cette partie du programme dépendra de la nature des questions soulevées. Pour les **principales maladies transmissibles**, le programme devrait être mis en œuvre au moyen de la contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria,

---

<sup>13</sup> Annexe 7.2: Résumé des objectifs, des actions, des résultats, des procédures des mises en œuvre et de la dotation financière indicative pour 2007-2010.

<sup>14</sup> [Http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Home.aspx](http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Home.aspx)

<sup>15</sup> Annexe 7.3: résumé de l'impact attendu sur les différents domaines prioritaires.

qui permet la mise en commun de ressources mondiales et un déboursement rapide et efficace des fonds en faveur des propositions développées au moyen d'une planification nationale et du leadership de la CE dans l'orientation des activités de l'organisation. La seule exception devrait être les fonds IEVP, où le financement devrait être déboursé via des appels à propositions, au bénéfice des pays concernés par l'IEVP. L'action relative aux principales maladies transmissibles sera complétée par l'octroi d'un financement à des programmes portant sur les **maladies «négligées» et les menaces sanitaires émergentes** qui sont susceptibles d'avoir un impact majeur sur la santé de la population des pays en développement. Le financement pour ce domaine sera canalisé via des partenariats mondiaux autres que le Fonds mondial, qui ont été créés pour améliorer l'accès à la prévention, aux soins et aux traitements, y compris le développement de nouvelles technologies préventives et de nouveaux médicaments, dans les pays en développement au moyen de la préparation, de la défense et de la fourniture de produits sanitaires.

Pour les deux domaines restants - la **crise des ressources humaines dans le domaine des soins de santé** et la **santé et les droits sexuels et génésiques** -, l'approche sera légèrement différente étant donné la nature de ces deux domaines, qui exigent que l'accent soit davantage placé sur la politique, sur la défense et sur le renforcement des capacités que sur la fourniture de biens mondiaux.

En raison de la primauté accordée à la coopération géographique, la majorité des ressources nécessaires pour soutenir l'action nationale relative aux ressources humaines proviendra des États membres et des décisions de financement adoptées au niveau national. Le financement thématique devrait donc être utilisé pour des actions mondiales et régionales identifiées dans le plan d'action, dont l'adoption est prévue au début 2007. Les ressources devraient être utilisées afin de soutenir les activités de développement, de défense et de mise en œuvre des politiques donnant lieu à la création d'une politique générale et d'un cadre juridique de gestion des migrations des travailleurs de la santé et renforçant la capacité des pays en développement à former, à soutenir et à garder un nombre suffisant de professionnels de la santé. Les ressources peuvent également être employées pour le renforcement des capacités et la formation concernant les accords internationaux sur la santé. Les actions devraient être mises en œuvre principalement dans le cadre de partenariats mondiaux tels que la Global Health Workforce Alliance sous l'égide de l'OMC, d'appels d'offres et d'appels à propositions, lorsque la participation de la société civile est indispensable au succès de l'action communautaire dans ce domaine.

En ce qui concerne le domaine de la **santé et des droits génésiques et sexuels**, une action thématique s'impose afin d'aider les pays qui présentent les plus mauvais indicateurs en matière de SRHR pour les femmes, les hommes et les adolescents, ainsi que les pays où le gouvernement est incapable ou réticent à prendre de son plein gré des mesures efficaces dans le domaine des SRHR. Les expériences variées des pays des différentes régions peuvent être échangées afin que les enseignements tirés puissent être reproduits et/ou multipliés. Les mesures visant la santé et les droits génésiques et sexuels et l'égalité des sexes pourraient se renforcer mutuellement. Des données fiables produites régulièrement constituent une condition préalable à une action fondée sur les faits et à une gestion et une assistance fondées sur les résultats. Comme dans le cas des ressources humaines dans le domaine de la santé, l'action dans ce domaine devrait être mise en œuvre au moyen de partenariats mondiaux, d'appels d'offres et d'appels à propositions.

## 6.2. *Éducation, connaissance et compétences*

Conformément à l'article 12, paragraphe 2, point b), de l'ICD, l'éducation, la connaissance et les compétences composent le deuxième domaine prioritaire du programme thématique, l'accent étant placé sur la promotion de l'égalité d'accès à une éducation primaire de qualité pour les enfants marginalisés et sur l'amélioration des possibilités d'enseignement et de formation professionnels. Au moins 12% du budget total disponible pour le programme thématique seront alloués à ce domaine, 60% de cette somme étant réservés à l'éducation primaire - un domaine indispensable au succès dans d'autres volets du développement, à l'instar de la santé de base.

L'action thématique relative à la **promotion d'un accès équitable à une éducation de qualité pour les enfants marginalisés** devrait se fonder sur une stratégie en deux temps. Premièrement, le programme devrait se concentrer sur l'amélioration des politiques et du cadre législatif ainsi que sur le renforcement des capacités, dans le but d'améliorer l'environnement général pour la réforme de l'éducation, qui garantirait des taux d'inscription élevés, l'égalité d'accès à l'éducation et la qualité des programmes scolaires et de l'enseignement. Cette partie du programme devrait dès lors cibler les organes gouvernementaux pertinents et stimuler le développement et le transfert d'expériences, de bonnes pratiques, d'innovations et d'assistance technique concernant des questions politiques comme le financement de l'éducation, le développement de systèmes d'incitation à l'inscription, l'amélioration de l'assurance qualité et des mécanismes d'évaluation et des approches innovantes vis-à-vis des défis de décentralisation. Des liens innovants avec la science et la technologie seront établis afin de renforcer les incitants en faveur d'un accès plus large des enfants marginalisés à l'éducation et à la connaissance, en tant que moyen de sortir de la marginalisation et de la pauvreté.

L'approche politique conçue pour encourager les changements systémiques dans le secteur de l'éducation au niveau national doit toutefois être associée à une action pratique permettant des améliorations immédiates au niveau de l'égalité d'accès à l'éducation dans les pays où les indicateurs OMD sont particulièrement critiques. Afin de pouvoir suivre les progrès et de régler avec précision les actions à l'avenir, l'aide en faveur des instruments de surveillance mondiaux existants devrait sous-tendre cette approche en deux temps. L'approche politique devrait être mise en œuvre au moyen d'appels d'offres ou d'un accord direct avec une organisation internationale compétente. Pour que l'action pratique améliore les taux d'inscription chez les enfants marginalisés, le programme devrait explorer les possibilités de travailler via des partenariats mondiaux, tels que l'initiative de financement accéléré pour l'éducation ou l'établissement d'un système éducatif qui donnerait lieu à une mise en commun des ressources et, dès lors, à une aide plus solide dans ce domaine.

L'accent placé sur l'éducation primaire devrait être associé à une action thématique **améliorant les possibilités d'enseignement et de formation professionnels (EFP)**. L'action thématique devrait s'efforcer de combler les lacunes suivantes:

- manque de possibilités d'EFP permettant le développement d'une plus grande productivité et l'utilisation des technologies; manque de connexions entre la formation officielle et le marché du travail;
- peu de cours d'EFP répondent aux besoins ou au potentiel de formation de l'économie souterraine;

- manque d'informations sur le marché du travail quant à la fourniture de compétences;
- connaissance et participation insuffisantes de la part des parties prenantes (organisations de formation industrielles, organisations d'employeurs, syndicats, organisations sociales dans le secteur informel, associations féminines, etc.) dans le processus décisionnel relatif aux stratégies de développement nationales.

En réponse à ces lacunes, le programme thématique devrait travailler principalement au moyen d'accords directs et d'appels d'offres et soutenir les activités favorisant l'échange de bonnes pratiques et d'approches de soutien en faveur de l'EFP pour les personnes travaillant dans les secteurs officiel et informel, avec une attention particulière pour les femmes et les jeunes, transférées et testées au moyen de programmes pilotes, dans le but d'encourager les changements systémiques dans l'EFP au niveau national.

### **6.3. *Égalité des sexes***

L'accent mis sur l'égalité des sexes en tant que question transversale dans tous les autres domaines du programme thématique doit être encore renforcé par une activité séparée financée par au moins 2% des ressources budgétaires totales disponibles. En vertu de l'article 12, paragraphe 2, point c), de l'ICD, cette partie du programme thématique devrait se concentrer principalement sur le développement, la défense et la surveillance de politiques. Afin d'obtenir l'impact souhaité, le programme devrait agir tant au niveau mondial qu'au niveau national. Au niveau mondial, le programme devrait encourager les activités favorisant un engagement politique envers la promotion de l'égalité des sexes et les initiatives politiques, législatives et de financement qui instaurent l'égalité des chances pour les hommes et les femmes. L'approche mondiale devrait être renforcée par une action entreprise au niveau national qui améliorerait la capacité des représentants de la société civile - surtout des ONG et associations féminines - à faire progresser l'ordre du jour relatif à l'égalité des sexes par la surveillance, la défense et la participation au dialogue national sur les mesures à prendre. Si l'action au niveau mondial doit être mise en œuvre principalement par le biais d'accords directs ou d'appels d'offres, l'action nationale devrait, quant à elle, être déployée grâce à des appels à propositions afin de permettre une large participation des ONG. Comme c'est le cas dans d'autres domaines du programme thématique, la priorité doit être accordée aux pays dont les indicateurs sont les plus critiques, et notamment aux pays où la vie des femmes est déterminée par le droit coutumier, lequel est souvent invoqué pour justifier des pratiques discriminatoires, et où les partenaires gouvernementaux sont réticents à aborder la question ou lorsqu'il n'y a pas de cadres de coopération et dans les cas où le fait d'aborder la question de l'inégalité des sexes peut avoir une incidence majeure sur le traitement d'autres problèmes de développement importants. Les fonds de l'IEVP iront aux pays méditerranéens, sur lesquels doit porter l'essentiel des efforts majeurs.

### **6.4. *Autres aspects du développement humain et social (emploi et cohésion sociale, enfance, jeunesse et culture)***

Comme le souligne l'article 12, paragraphe 2, point d), de l'ICD, ce domaine de l'action thématique couvre une gamme relativement large de questions qui contribuent à la réalisation des OMD. Par conséquent, au moins 14% des ressources budgétaires totales disponibles devront être alloués à ce domaine. L'essentiel du financement sera axé sur la protection des

enfants et des jeunes et sur la promotion de la participation des jeunes et des enfants au développement, ainsi que sur la promotion de l'emploi, du travail décent et de la cohésion sociale. Les sommes les moins élevées seront octroyées à des initiatives visant à encourager l'accès à la culture locale et à des actions de protection et de promotion de la diversité culturelle, dans le cadre desquelles les activités seront déterminées par la prochaine communication sur la culture dans le développement.

Étant donné l'expérience relativement limitée acquise dans ces trois domaines, l'action thématique devrait inclure une aide en faveur d'initiatives permettant une meilleure compréhension communautaire des principales questions et améliorant la capacité du personnel de la CE à concevoir des programmes et à mener un dialogue, au niveau national et mondial, sur la politique à suivre. C'est notamment le cas avec la **protection des enfants et des jeunes et la promotion de la participation des enfants et des jeunes au développement** et avec la **promotion de l'emploi, du travail décent et de la cohésion sociale**, où il convient d'encourager le recensement et l'évaluation des problèmes existants ainsi que l'élaboration de programmes de renforcement des capacités à l'intention du personnel communautaire employé dans les délégations. Parmi les autres actions doit figurer l'aide en faveur d'initiatives destinées à améliorer la politique existante et les cadres législatifs nationaux et mondiaux dans les deux domaines, à partager l'expertise en matière de mise en œuvre de ces cadres d'action et des engagements internationaux, notamment l'aide aux projets pilotes. Les activités relatives à l'emploi, au travail décent et à la cohésion devraient être réalisées principalement au moyen d'accords directs ou d'appels d'offres. Pour l'autre volet, à savoir la protection des enfants et des jeunes et la promotion de la participation des enfants et des jeunes au développement -, les appels à propositions devraient être également utilisés en tant que procédure de mise en œuvre.

En ce qui concerne la protection et la promotion de la diversité culturelle, le programme devrait se concentrer à la fois sur la gouvernance du secteur culturel par l'élaboration de mesures permettant un meilleur accès à la culture locale et la préservation de celle-ci ainsi que sur l'offre de possibilités d'échanges culturels et sur le renforcement des contacts entre les divers acteurs culturels comme autant de moyens de favoriser le dialogue multiculturel et multiethnique destiné à améliorer la compréhension et le respect mutuels ainsi qu'à préserver la culture et les valeurs locales et autochtones. Ce volet du programme thématique devrait être mis en œuvre principalement par le biais d'accords directs et d'appels à propositions lancés en coopération étroite avec les délégations de la CE.

### ***Dotations financières indicatives annuelles***

Les dotations financières indicatives annuelles proposées à l'annexe 7.2 sont fondées sur la combinaison des montants indicatifs annuels des ressources disponibles et des pourcentages proposés pour les différents domaines thématiques. Pour 2007, le programme propose de se concentrer sur l'action qui peut être entreprise essentiellement par le biais d'accords directs, afin de garantir une utilisation rapide des fonds de 2007, ce qui laissera plus de temps pour la préparation du plan d'action annuel pour 2008.

## **7. ANNEXES**

### **7.1 Proposition relative à l'allocation de fonds au titre du programme thématique «Investir dans les ressources humaines» pour 2007-2010 (comparaison avec 2003-2006).**

- 7.2 Résumé des objectifs, des actions, des résultats, des modalités de mise en œuvre et des dotations financières indicatives pour 2007-2010.
- 7.3 Résumé de l'impact attendu sur les divers domaines prioritaires.